

Tribune socialiste

N° 307 / 22 DÉCEMBRE 1966 / PRIX 0,70 F

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



A.F.P.

Vietnam : guerre et révolution

Pierre Naville

Pierre Naville va publier en janvier prochain un ouvrage intitulé *La guerre et la révolution : la guerre d'Asie (Vietnam et Corée)* (*). Notre Camarade avait déjà publié en 1949 un premier ouvrage sur *La guerre du Vietnam*, puis, en 1952, un tableau des perspectives de la révolution chinoise (*La Chine future*, aux Editions de Minuit). Dans ce nouveau livre, il fait le tableau de la première guerre du Vietnam et de la guerre de Corée, qui ont conduit à la seconde guerre du Vietnam, aujourd'hui à un point crucial.

Nous reproduisons plus loin quelques extraits de la préface écrite par P. Naville pour *La guerre d'Asie*. Nous lui avons demandé de préciser pour les lecteurs de *Tribune Socialiste* les données principales de la situation présente.

Voici ses réponses :

— *Au point de vue militaire, où en est la guerre ?*

— Je crois que le général Giap vient de faire le point avec beaucoup de précision dans l'interview qu'il a donné au *Monde* (8 décembre). Avec 1 million d'hommes, les Américains n'ont pu ni anéantir les forces de li-

bération du Sud, ni rallier à eux la population, ni renforcer solidement l'armée de Ky, ni briser la coopération du Nord. Pourtant, il est difficile de les déloger par la force. Il faut donc les contraindre à partir d'eux-mêmes. Le jour, dit Giap, « où les américains verront qu'ils ne peuvent gagner la guerre, alors ils s'arrêteront ». Et comment cela ? En les harassant. Comme dit Giap, s'ils veulent garder le terrain, ils doivent se disperser ; s'ils ne veulent pas se disperser, ils ne peuvent garder le terrain. Cela peut, en effet, durer
(suite pages 6 et 7)



**Accélérer
l'évolution
de la gauche**

Gilles Martinet

**Dans
les mains
des U.S.A.**

C. A. Girault

**Construction
au ralenti**

Jean Todure

**L'Inde dans
l'impasse**

Philippe Brachet

**Théâtre
à l'heure
anglaise**

Nicole Chaumière

□ L'escalade du refus

Après le nouveau pas franchi dans l'escalade par les agresseurs américains avec le bombardement d'Hanoï, des milliers de Parisiens se sont rassemblés à l'Opéra vendredi à 18 h 30 répondant ainsi à l'appel lancé quelques heures plus tôt par le Comité National Vietnam, l'U.N.E.F., le P.S.U. et le Parti Communiste. Parcourant successivement le boulevard des Italiens, la rue Richelieu et la rue du 4-Septembre, le cortège devait défilier pendant près d'une heure aux cris de : « U.S. Assassins ! » « Johnson assassin ! », « F.N.L. vaincra ! ». Il était précédé de diverses banderoles et d'un drapeau vietnamien.

Le P.S.U. était représenté en tête de la manifestation, par Claude Bourdet et Marc Heurgon, membres du Bureau National et par Philippe Laubreaux, secrétaire de la fédération de Paris. J.-F. Pertus, J. Tercé et G. Boyer, membres du S.N.E. représentaient les E.S.U. On reconnaissait également dans les premiers rangs : Raymond Guyot, membre du Bureau Politique du P.C.F., A. Tollet et A. Joly, secrétaires de l'Union Régionale C.G.T., J. Terrel, président de l'U.N.E.F., P. Vidal-Naquet, du Comité National Vietnam et de nombreux dirigeants du Mouvement de la Paix.

Le succès de cette manifestation préparée dans un délai très bref, montre assez, après la réussite des deux soirées « Six heures pour le Vietnam » organisées par le Comité National Vietnam, combien les travailleurs et les intellectuels Français tiennent à affirmer leur solidarité avec la juste lutte de libération nationale que mènent le peuple vietnamien et les combattants du F.N.L.

□ De Gaulle complice

Salaud d'intellectuel ! gueule mon flic un peu essoufflé, en balançant sa matraque. Il a un peu couru, mon flic, mais il est content. Il retrouve de vieilles joies. Depuis des années, tout cela était trop calme. Aujourd'hui, il retrouve des situations qu'il aime bien. Les C.R.S. sont descendus. Les manifestants sont suffisamment nombreux pour qu'ils puissent remplir les cars. Mais pas inquiétants au point d'écouter les consignes des chefs : « Ne pas céder à la provocation ». Non, mon flic est content de sa matraque, et de son tableau de chasse. « J'en ai foutu 32 dans le car, dit-il ». Il est heureux mais prudent. Parce que ses collègues commencent à en avoir marre. Ils voudraient rentrer, eux. Ils voudraient qu'il se calme. Mais il est à la fête mon flic.

Passe un jeune, qui a tous les airs d'un manifestant. Forcément, il a les cheveux longs, et les mains nues. « Tu vas foutre le camp, gonze » gueule mon flic, qui a beaucoup écouté Jean Nocher. L'autre s'arrête. Tout net. Et lui dit d'une voix calme, « ça vous embête que je crie "Paix au Vietnam" ». Alors ils lui tombent dessus à cinq ou six. Et ils cogent, cogent. Ils sont contents nos flics.

A la terrasse du café où je suis, nous avons maintenant vu « embarquer » une cinquantaine de manifestants. Vigoureusement. Une dame mûre, élégante et polie murmure : « Mais pourquoi De Gaulle laisse-t-il faire ? » Et une jeune fille — très jeune et très jolie — lui répond en écho : « Non. Pourquoi fait-il faire ? ».

Au loin on crie, entre deux charges « U.S. Assassins ! », « De Gaulle complice ! ».

□ Pourquoi la presse et pas le cinéma ?

Au cours d'un récent débat parlementaire, un texte fut voté par l'Assemblée interdisant la publicité électorale dans les organes de presse louant des « pages » comme ils le font pour les entreprises commerciales ou industrielles. N'abordons pas la discussion sur le principe en lui-même ; que ce système soit largement utilisé n'est pas un argument suffisant retenant l'attention des parlementaires ; que l'égalité des candidats ne puisse plus être respectée parce que la publicité dans la presse coûte cher (moins cher, en tout cas que l'impression et la distribution postale d'un bulletin électoral) alors que l'égalité est respectée en laissant utiliser les immenses panneaux d'affichage réservés d'ordinaire à Ford, Bendix, Frigavia ou à « Paris brûle-t-il ? », peu importe encore.

Mais que l'amendement prévoyant l'interdiction d'utiliser la publicité commerciale à des fins électorales par voie de presse, radio ou cinéma soit voté après amputation des paragraphes concernant la radio et le cinéma ne peut que laisser le citoyen dans une certaine expectative.

Après tout, pourquoi interdire à la presse ce qui sera permis au cinéma ? Mais tout simplement parce songé à réaliser un plan publicitaire que *Services et Méthodes* avait bien pour chacun des candidats U.N.R. ou assimilé mais n'avait rien préparé en ce qui concerne les journaux. Avec juste raison, dans bien des cas, car des pages publicitaires dans *France-Soir* ou dans *Candide*, n'auraient rien ajouté de plus à ces publications déjà bien « marquées » par leur aspect discrètement (?) féal !

□ Métro pour Noël

Les deux grèves du métro qui ont eu lieu depuis la rentrée pour l'amélioration des conditions de travail avaient été très suivies. Après avoir tenté de traiter seulement avec le syndicat des Conducteurs Autonomes, la Direction a dû entreprendre des pourparlers avec l'ensemble des organisations. Jusqu'ici ces pourparlers n'ont pas abouti.

Noël et le premier janvier prochain tombant un dimanche, le travail effectué ces jours-là ne donne pas lieu à compensation. D'où le mécontentement des agents du métro. Le syndicat C.F.D.T. a tenté de l'exploiter en proposant une grève de 48 heures les 24 et 25 décembre, grève qui eût été profondément impopulaire. Aussi la C.G.T.-F.O. et les Autonomes ont-ils refusé de suivre la proposition de la C.F.D.T.. Le métro fonctionnera donc pour Noël. Toutefois, le syndicat C.G.T. se déclare favorable à une nouvelle grève de 48 heures.

Les Cadres Autonomes de la S.N.C.F.

La Fédération Autonome des Cadres (F.A.C.), qui vient de tenir son congrès, groupe la grande majorité des cadres de la S.N.C.F. (à la différence de ce qui existe à l'E.G.F., la C.G.C. n'existe pratiquement pas dans les chemins de fer). La F.A.C. a d'ailleurs appartenu à la C.G.T. de 1936 à 1939 et de 1944 à 1948. Ceci explique qu'elle demeure favorable en principe à l'unité syndicale et défende, comme la Fédération de l'Education Nationale, les thèses du P.U.M.S.U.D. qui, il faut le dire, ne rencontrent l'adhésion que d'une fraction limitée des milieux syndicaux.

Par ailleurs, Decoudun, secrétaire général des Cadres Autonomes de la S.N.C.F., a critiqué vivement la position anti-hiérarchique prise par les Cadres C.F.D.T., F.O. et C.G.C. du Gaz et de l'Electricité de France. Selon lui, les 38.000 agents de maîtrise, cadres et techniciens de la S.N.C.F. se partagent 20 % de la masse salariale et ce n'est pas en comprimant la hiérarchie qu'on pouvait revaloriser le salaire des autres cheminots.

A noter que les Cadres C.G.T. de la S.N.C.F. se sont prononcés eux aussi, comme les Cadres C.G.T. de l'E.G.F., pour un éventail hiérarchique largement ouvert.

□ Des candidats d'avenir

Dans la Haute-Garonne un conflit vient d'éclater entre les radicaux et la S.F.I.O. à propos des candidatures dans la 6^e circonscription du département. Les socialistes

Tribune Socialiste Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique

Harris Puisais

Directeurs adjoints

Gérard Constant
Christian Guerche

Rédacteur en chef

Eric Bergaire

Administration :

54, Boulevard Garibaldi
Paris-15^e - SUF. 19-20

Publicité générale au Siège
de l'Administration

Publicité littéraire :

71, rue des Saints-Pères
Paris-6^e

Abonnements :

C.C.P. Paris 58 26 65
6 mois 18 F - 1 an 35 F
Soutien à partir de 70 F

Changements d'adresse : 1 F

Directeur de la Publication :

Roger Cerat

MORIAME - PARIS 1966

tes souhaitent que le porte-parole de la F.G.D.S. soit l'un des leurs, à savoir M. Jean Lasserre, conseiller général, qui aux deux tours de 1962 avait fait un score très voisin du cheval radical, M. Hyppolite Ducos.

La cuisine a des règles que sans doute la raison connaît moins, mais le plus intéressant dans cette affaire est ailleurs. Il est dans l'âge du vieux routier radical. Celui-ci atteint en effet le chiffre coquet de 85 ans ! Nous n'avons évidemment rien contre les hommes vénérables qui témoignent d'une vitalité plus qu'estimable ; il reste cependant que l'on est en droit de se demander si certaines limites ne doivent pas être respectées. La majorité, comme le faisait remarquer récemment Maurice Duverger, semble l'avoir assez bien compris et elle envoie à l'assaut du Centre de la France, des personnages qui n'auront guère de mal à être plus attrayants que des bonzes aussi vétustes que M. Ducos. Osons croire, sans trop y croire, que c'est là une exception et que partout ailleurs la Gauche se renouvelle !

ERRATUM

Dans l'article paru dans notre précédent numéro sur le conflit israélo-arabe on a fait mention du point de vue exprimé par le vice-président de l'Union des Etudiants de France, alors qu'il s'agit de l'Union des Etudiants Juifs de France.

□ Editorial

L'Accord entre F. G. D. S. et le P. C. F.

Gilles Martinet

La signature d'un accord entre le parti communiste et la Fédération de la Gauche démocrate et socialiste est un fait politique de première importance.

A la différence de ce qui s'était passé au moment de l'élection présidentielle, il y a eu des rencontres et une discussion. C'est ce que nous demandions depuis fort longtemps. Nous aurions évidemment souhaité que cette discussion soit plus large et plus approfondie. Nous aurions surtout voulu que les accords électoraux de la gauche tels qu'ils vont résulter de ces contacts, comme de ceux que nous allons avoir nous-mêmes avec le P.C. et avec la F.G.D.S. ne se contentent pas de dresser une liste de « points de convergence » et permettent de tracer une véritable politique. Il n'en sera pas ainsi. Nous le savons maintenant. Mais l'existence même de ces accords a un aspect indiscutablement positif.

Que signifierait en effet la définition d'un programme novateur si l'on n'envisageait pas les moyens de le réaliser ? Le premier de ces moyens c'est pour nous l'existence d'une alliance de la gauche. Ce n'est pas une condition suffisante mais c'est pour le moins une condition nécessaire.

La question est maintenant de savoir ce qu'il est possible de faire en partant de la situation ainsi créée. Depuis cinq ans, les différentes échéances électorales qui se sont présentées, ont conduit la gauche à réaliser des ententes partielles (deuxième tour des législatives de 1962 — élections municipales de 1965) ou généralisées (élection présidentielle de 1965). Une fois les échéances passées, ces ententes se sont défaits plus ou moins rapidement. C'est qu'elles ne repo-

saient que sur des impératifs tactiques et quelques options communes. Ces échecs ne nous ont pas découragés. Nous sommes persuadés que les idées que nous avons mises en avant ont commencé à faire leur chemin, que le besoin d'un profond renouvellement se fait de plus en plus sentir à l'intérieur de la gauche, de même que s'y affirme une certaine exigence de rigueur et de cohésion.

Ce courant n'est sans doute pas assez fort pour s'imposer aux formations traditionnelles. Sinon l'accord P.C.-F.G.D.S. aurait un contenu différent. Le courant est déjà assez important pour qu'on doive tenir compte de lui et pour qu'il puisse prendre la place qui lui revient dans la bataille contre le régime gaulliste.

Le caractère exemplaire de la campagne que mèneront nos candidats est l'un des meilleurs moyens d'accélérer l'évolution de la gauche. Il faut que l'on voit ce que peut signifier aujourd'hui le combat pour la démocratie socialiste dans un pays industriel avancé et ce que peut représenter la lutte pour l'indépendance et la paix dans le cadre international actuel. Notre objectif est de faire apparaître les véritables termes de l'alternative politique qui existe en France et en Europe. Nous avons conscience de travailler ainsi non seulement au ralliement d'une partie de l'électorat encore abusé par le gaullisme et le centrisme mais aussi à la réalisation des conditions d'une unité plus solide, plus durable de la gauche. Il s'agit, en définitive, de préparer la transformation d'une coalition limitée et précaire en une alliance authentique.

P.S. : Le texte de l'accord entre le PCF et le FGPS est publié au moment même où nous paraissons. Nous en ferons une analyse détaillée dans notre prochain numéro.



Agip

□ Majorité

Le drame du badge

Rémy Grillault

Les arbitrages de candidatures au sein de la majorité, touchent à leur fin. Cela n'a pas été sans difficultés. Avec Giscard d'Estaing, assurément, qui obtient grosso-modo, un peu moins que ce qu'il désirait, et beaucoup moins que ce qu'il demandait. Avec les gaullistes de gauche, qui, ne sachant à aucun moment ce qu'ils pouvaient obtenir, se contenteront en définitive de considérer comme conquis ce qui leur a été distribué. Avec le marais enfin, qui venant du M.R.P., ou des amis radicaux d'Edgar Faure, ont obtenu que soient sacrifiés quelques gaullistes bon teint.

Fort bien. La majorité donne une image reposée d'elle-même. Une candidature unique par circonscription, quelques nuances affichées, une solidarité tout autant proclamée. Avec les clin d'œil et les sourires complaisants nécessaires. Car il s'agit en fait de regagner une majorité.

Les derniers sondages en effet sont moins favorables à la majorité que prévu. Les pertes et les gains se compensent moins facilement qu'on ne le prévoyait. Dix sièges au moins sont en cause, tous calculs faits.

D'où tirage. Et notamment au niveau des moyens de propagande.

Un million c'est un million

Certes, Pompidou et Sanguinetti, qui sont les vrais maîtres de la campagne, n'entendent pas chipoter sur les frais. Mais, tout de même, l'excitation née entre les mini-services de Jacques Baumel et les gros besoins

de « Services et Méthodes », a fini par irriter.

De séminaire en séminaire, le nombre d'affiches, de porte-clefs, de disques, de messages personnalisés, de lettres confidentielles, n'a cessé de grandir.

Le Premier ministre n'ignore pas, à priori, qu'une campagne exige un certain nombre de crédits. Mais, dit-il à son entourage, un million, c'est tout de même un million. Aussi a-t-il chargé un membre de son cabinet de suivre de près les décisions prises par le brain-trust Marette-Sanguinetti-Bongrand-Guichard, et de rendre quelques arrêts, tendant à tempérer les besoins sinon les appétits des candidats.

D'autant plus que quelques-unes des opérations lancées à grands frais, lors des tournées de Sanguinetti, comme à Toulouse par exemple, ne se sont avérées ni fructueuses ni payantes. Pour tout dire, on s'interroge, en haut lieu, sur la nature de la campagne à mener. Et si, après tout, il fallait revenir à des formes plus classiques ?

En bref, un certain doute s'installe et gagne insidieusement. Les modernistes sont discutés. Mieux, débordés sur leur gauche.

Car, enfin, aucun spécialiste n'ignore que le porte-clefs est en baisse, et que l'heure est au badge. Et si les milliers de porte-clefs prévus devenaient anachroniques ?

On veille à « Services et Méthodes ». Mais aussi à Matignon. Car l'heure de la majorité c'est aussi celle du badge.



Des déplacements coûteux AFP

Debré à la Réunion

Michel Debré vient d'effectuer un séjour officiel à la Réunion. Dès son arrivée il a annoncé sa candidature dans la 1^{re} circonscription de l'île. Cette déclaration faite sur l'aérodrome, en présence des délégations « spontanées » des personnels des municipalités de l'île, accompagnées de leurs familles, fut suivie d'un commentaire savoureux. On contrôle mal une brigade d'acclamations. Son zèle fait plaisir à voir. Un instant. Quand il se prolonge, il irrite. Aussi tous les réunionnais devaient entendre à leur Radio, cette phrase surprenante de la part du ministre candidat : « Les Réunionnais et les Réunionnaises ne peuvent-ils se taire cinq minutes ? ».

Se taire ? Il le faut bien quand on a le malheur d'être fonctionnaire à la Réunion. En effet, dans une conférence de presse, Michel Debré a évoqué l'ordonnance du 15 octobre 1960, qui permet au gouvernement de muter en France, sur simple proposition du préfet, tout fonctionnaire des DOM dont le comportement lui semble de nature à troubler l'ordre public.

Le gouvernement a affirmé M. Debré, ne voit pas l'utilité d'abroger, une telle ordonnance : « Quel scandale y a-t-il, du point de vue des droits de l'homme, a-t-il déclaré, de voir l'Etat interdire à ceux qu'il paie de fomenter la révolution ? On ne peut, a-t-il ajouté, dans une haute envolée, être à la fois payé par l'Etat et cracher sur lui. »

Et voilà pour les fonctionnaires. Les planteurs de cannes eux, attendaient avec impatience de connaître la décision du ministre des Finances sur la fixation du prix usine du sucre.

Le 1^{er} octobre, les planteurs avaient observé une journée de grève, pour obtenir le même prix usine qu'en France. La réglementation du Marché Commun, répond M. Debré, exclut l'extension des prix usine français à la Réunion. Ce qui ne peut qu'aggraver la crise actuelle.

Mais là encore l'Etat ne peut qu'interdire les protestations. Six planteurs qui avaient manifesté lors de la grève du 1^{er} octobre se sont vus — sous des accusations plus que discutables — condamnés à des peines allant de 3 mois à 18 mois de prison.

Il est vrai que Paul Vergès vient de voir lever son assignation à résidence, et s'apprête à retourner dans l'île. Mais dans quelles conditions va donc se dérouler la campagne électorale à la Réunion ?

Trop c'est trop

Les Espagnols, les pouvoirs publics, et l'opinion internationale témoignent, depuis mercredi dernier, d'un nouveau miracle : en vingt-quatre heures, le corps électoral espagnol a augmenté de 2 millions de citoyens.

De mauvais commentateurs assurent que cela compromet quelque peu les résultats du referendum. Et que les 95 % de oui acquis sont quelque peu troublants. Aux yeux de l'opinion bien entendu. Car personne ne songe à mettre en cause les résultats eux-mêmes. Surtout pas les autorités de Ciudad-Réal où 111 % des électeurs inscrits ont voté « oui ».

Nous nous en voudrions de troubler pareille unanimité. D'autant moins qu'à Eibar, comme à Barcelone, à Bilbao comme à Madrid, de redoutables plaisantins se sont permis à la fois de ne pas assister au scrutin, et de laisser dire qu'ils y étaient.

Pour tout dire, ce sont des admirateurs timides. Voire des fidèles crédules. Deux millions de votants en trop, disent-ils : les voies de la providence sont décidément impénétrables.

D'autant plus qu'elles se sont ici exprimées hors de l'Eglise.

Tourne et tourne l'Espagne franquiste. Nous reviendrons sur cette affaire. Retenons cependant l'exclamation de Fraga Iribarne, grand maître de la campagne du referendum qui, au vu des résultats définitivement arrêtés, aurait murmuré : « Trop c'est trop ».

Syrie contre I.P.C.

Un nouveau Suez ? La situation actuelle, sous réserve d'une évolution possible, permet d'en douter. Radio-Damas a en effet affirmé à plusieurs reprises que les biens de l'I.P.C. n'avaient été saisis qu'en gage des arriérés demandés par la Syrie à l'Irak Petroleum Company.

Ce conflit a cependant des incidences politiques certaines, le soutien successif de l'Irak, pays producteur et du Liban, autre territoire de pipe-lines, avait mis le gouvernement de Damas en position de force, mais le gouvernement irakien semble souhaiter une solution rapide de ce différend, 85 % de ses ressources provenant des « royalties » versées par l'I.P.C., alors que la Syrie n'est qu'un pays de transit.

A l'origine du conflit, plusieurs

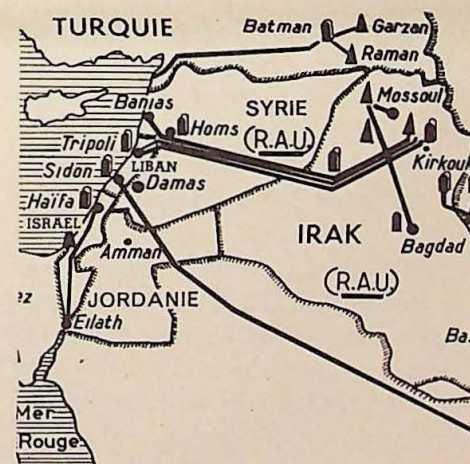
facteurs ont joué, le prétexte invoqué n'étant pas déterminant. Tout d'abord la politique française, que les dirigeants baasistes ont louée et qui s'est manifestée par les accords pétroliers franco-algériens et franco-iraniens, qui laissent aux pays producteurs des bénéfices plus importants, le plus récent conclu entre l'Irak et le consortium pétrolier, donnant la possibilité à Téhéran de commercialiser par lui-même une partie de sa production.

Les déclarations syriennes affirmant que seuls les intérêts anglo-saxons étaient visés par la saisie des biens de l'I.P.C. sont significatives à cet égard.

D'autre part, la consommation du pétrole, qui ne cesse de croître, des pays de l'Est, consommation que l'U.R.S.S. a des difficultés à satisfaire. Cependant, selon les prévisions des experts, ce n'est pas avant deux ans que les démocraties populaires pourront offrir un marché de rechange au pétrole arabe.

La situation n'est donc pas favorable à une nationalisation des oléoducs, encore moins à celle des champs pétrolifères irakiens. Bien au contraire, la position courageuse adoptée par la Syrie risque de la couper de ses voisins beaucoup plus durement touchés qu'elle par l'arrêt de la production et des paiements des royalties.

L'I.P.C. joue la carte de la division des Arabes. Nous le disions ici récemment, les trusts pétroliers sont les principaux artisans et les principaux bénéficiaires de tous les conflits existant au Moyen-Orient. Un antagonisme à suivre.



La Syrie peut tout bloquer

Un an après Vatican II

Il est certain qu'il faudra beaucoup de temps pour que les réformes décidées à Vatican II « passent » dans toute la hiérarchie, mais on peut d'ores et déjà se demander si elles y passeront jamais, tant il y a de coups de frein.

En étudiant les faits à la manière d'un entomologiste, on voit bien

néanmoins, ça et là, des indices de transformation, mais il est, hélas, non moins vrai que saute aux yeux le sabotage des réformes les plus importantes.

Le général Franco n'a pas renoncé à son privilège de nomination. La réforme de la Curie n'est même pas commencée. La disposition principale d'un « *motu proprio* » de Paul VI prescrivant aux évêques et curés de démissionner après avoir l'âge de soixante-quinze ans, reste lettre morte ou à peu près.

Le Cardinal Ottaviani, dans une adresse aux évêquats, essaye de réintroduire un certain nombre de points qui avaient fait l'objet d'un projet de schéma conciliaire rejeté avec éclat par la majorité des Pères. Aucune réaction officielle n'est intervenue pour condamner cette lettre dont « l'aspect négatif » et « le caractère pénible » ont été dénoncés par Mgr Vuillot lors de l'assemblée plénière de l'épiscopat. Le cardinal Ottaviani fait ainsi bon marché des recherches actuelles et de ce que peut avoir de sain une discussion. On retrouve ce même ostracisme dans la condamnation formelle des travaux de l'abbé Oraison sur la psychanalyse et la destitution du père Chaigne de son poste de directeur de la revue « Frères du Monde ». Si l'abbé Oraison s'est incliné comme d'habitude, le père Chaigne, condamné lui aussi sans pouvoir se défendre, a confié à notre confrère « *Témoignage chrétien* » quelques paroles amères : « En nous contestant par voie hiérarchique, en nous avertissant par voie hiérarchique, les autorités supérieures donnent à entendre que notre rôle unique aurait été de marcher selon leurs directives... « tout se passe comme si Rome se trouvait dans l'incapacité totale d'admettre l'existence d'un journalisme qui ne fut pas un pur et fidèle écho de la « ligne générale » suivie par la majorité des chrétiens. Dans ces conditions, on comprend qu'il ait été tout à fait inutile de s'enquérir de ce que nous ressentons et pensons. »

Si l'Eglise veut véritablement dialoguer avec le monde comme elle l'a affirmé lors de Vatican II, il faudrait qu'elle commence par donner l'exemple du dialogue avec ses ressortissants et ce à tous les échelons de la hiérarchie. Il reste enfin l'épineuse question de la régulation des naissances, les choses en sont toujours au même point, c'est-à-dire « à l'étude ».

Ici plus encore qu'ailleurs il faut éviter le reproche de « modernisme », tenir compte tout de même de la majorité progressiste qui se fait jour au sein de la commission ad-hoc et aussi ne pas aller trop à l'encontre des encycliques de Pie XII. Tâche ardue, mais qui doit être conduite rapidement à bien ou sinon l'on pourra penser de l'Eglise ce qu'A. Dumas fils pensait de la femme : « elle inspire de grandes choses... et empêche de les réaliser ».

Logement

La construction se ralentit la crise s'aggrave

Jean Todure

Le chômage s'aggrave dans le bâtiment. Non pas seulement parce qu'à cette époque de l'année le froid et la pluie gênent l'activité sur les chantiers ; mais aussi parce que le rythme de la construction est en train de faiblir.

Les faits sont clairs : il aura été terminé cette année entre 410.000 et 420.000 appartements, soit à peu près autant (ou à peine plus) que l'an passé (411.600) ; il n'en aura été mis en chantier que 425.000 environ (au lieu de 445.000 en 1965) ; enfin il n'aura été délivré de permis de construire que pour 555.000 logements environ (contre 593.000 l'année précédente). En bref, les achèvements d'appartements, qui augmentaient depuis 3 ans (après avoir connu un recul pendant les années 1959 à 1962) se stabilisent, tandis que les mises en chantiers et les délivrances de permis de construire diminuent de 5 à 6 %.

Ce n'est pas tout : le nombre des appartements invendus augmente. Dans la région parisienne, pour laquelle on donne des renseignements précis, le nombre des logements terminés qui ne trouvent pas preneur est passé en un an de 3.700 à près de 9.000 (de quoi loger près de 40.000 personnes !). Celui de l'ensemble des appartements offerts à la clientèle atteint maintenant près de 40.000, contre 31.000 il y a un an. En province, le même mouvement se constate, en particulier dans le sud-est. De sorte que selon l'I.N.S.E.E., les deux-tiers des promoteurs français ont vu leur stock d'invendus s'accroître ces derniers mois.

De moins en moins...

Pour l'avenir, la situation n'apparaît pas plus brillante, au contraire. Le patronat du bâtiment estime que l'on terminera moins de 400.000 logements l'an prochain. Le rapporteur de la majorité à l'Assemblée nationale (le député-maire de Tours : Royer) est plus pessimiste encore : 385.000 appartements seulement seront achevés en 1967, selon lui. La S.E.M.A. (société de prévision privée des plus sérieuses) vient de formuler un pronostic moins sévère (400.000), mais tout de même inférieur aux promesses gouvernementales (425.000). L'affaire semble bien entendue : la construction française va « reculer », selon l'expression répétée avec force par notre camarade Mendès France, lors de son « face à face » avec Maurice Schumann.

A plus long terme, le recul s'accroîtra, si l'on s'en tient aux décisions actuelles. La limitation du financement H.L.M. et des prêts du

Crédit foncier bloquera en effet à son niveau actuel la construction sociale ou para-sociale ; peut-être même celle-ci reculera-t-elle. Quant à la construction animée par les promoteurs privés, elle se ralentira, puisque la mévente actuelle décourage ces promoteurs d'ouvrir de nouveaux chantiers. De sorte que les logements terminés seront encore moins nombreux en 1968 qu'en 1967. C'est ce que viennent d'écrire très logiquement les journaux professionnels du bâtiment et les statisticiens de la S.E.M.A.

Une confirmation en a été donnée ces jours derniers, au colloque du C.N.E.I.L. (centre d'études et d'initiatives en faveur du logement), par l'un des animateurs du puissant groupe bancaire de Fouchier : selon les hypothèses choisies, a-t-il déclaré, la crise de la construction privée durera jusqu'en 1970 ou 1972...

Pendant ce temps-là, les mal logés de tous genres attendront. En particulier ceux des milieux populaires, qui ne peuvent même pas mettre leur espoir dans une reprise de la construction privée dans 4 ou 6 ans. Fatalité ? Impossibilité de faire autrement ? Bien sûr que non : la crise continue à sévir en France et s'aggrave même à cause de l'impéritie des majorités qui se sont succédé sous la 3^e, la 4^e puis la 5^e République. Le gouvernement qui va affronter les électeurs porte une responsabilité particulière en cette affaire.

Un mini-budget pour 15 millions de mal logés.

D'abord parce qu'il a délibérément mis fin au système des « logécos », en décembre 1963, renchérissant ainsi les conditions d'accès à la propriété en réduisant la part des prêts du Crédit foncier dans le coût de construction des logements. Ensuite en accentuant la règle gaulliste du « relais des capitaux publics par les fonds privés », qui s'est traduite dans les faits par une diminution de la part des H.L.M. locatifs dans l'ensemble des mises en chantier (22,7 % durant le premier semestre, contre plus de 25 % naguère).

Enfin, en faisant voter par la majorité un budget 1967, qui malgré les mises en garde du rapporteur Royer (qui a d'ailleurs voté ce budget !) organise une nouvelle réduction de l'aide de l'État. Le budget de 1967 prévoit en effet d'accorder 11.000 primes à la construction de moins qu'en 1966, et seulement 3.000 H.L.M. de plus. Total : 8.000 logements aidés en moins. « Vous reculez » disait Mendès France.

Il est évidemment paradoxal que le gouvernement ait pris et continue de prendre la responsabilité de ralentir la construction alors qu'il y a encore 15 millions de mal logés (dont 8 de prioritaires) et que le nombre de jeunes ménages va sensiblement augmenter durant les prochaines années. Paradoxal, mais politiquement clair. Dès lors, en effet, que l'équipe gaulliste a décidé de réduire la part de la construction dans le produit national (5,2 % actuellement contre 5,5 % naguère), dès lors aussi qu'elle a refusé d'accroître les fonds publics consacrés au logement social, il ne pouvait pas en être autrement.

Il y a d'abord eu une certaine substitution de la construction chère à la construction populaire (1960-1965), puis, quand la clientèle a manqué pour le secteur cher, un ralentissement du rythme global de la construction. Au moment précis où les besoins se faisaient plus grands. On va ainsi tomber à une cadence de moins de 400.000 logements par an (dont moins de 100.000 H.L.M. locatives), alors qu'il en faudrait au moins 550.000, dont 400.000 logements à loyers modérés (H.L.M. locatives ou appartements similaires).

Dans peu de domaines autant que celui-ci, les choix politiques ont des conséquences aussi nettes. Il importe donc que l'opinion en comprenne bien la signification, en dépit de la campagne d'autosatisfaction qu'intensifie actuellement le pouvoir.

Zones de salaires

Jacques Malterre

Le 30 octobre 1964 le ministre des affaires sociales déclarait devant le Parlement : « Je tiens à confirmer une nouvelle fois, ici, au nom du gouvernement, que les zones de salaires du S.M.I.G. seront supprimées avant la fin de la législature. »

Déjà en décembre 1962, M. Pompidou s'était engagé à supprimer les abattements de zones avant les prochaines élections ; en mai 1963 le ministre des Finances avait renouvelé la promesse.

La fin de la législature approche ; les zones existent toujours, la promesse n'a pas été tenue.

Au 1^{er} janvier 1967 le maximum d'abattement du S.M.I.G. sera ramené de 6 à 5 %. L'abattement sur les prestations familiales de 5 % sera réduit à 4 % au 1^{er} avril 1967. C'est tout.

On sait sur quoi portent les abattements de zone : il y en a trois applications. Une pour le S.M.I.G. Au 1^{er} janvier 1967 il y aura encore 4 zones, c'est-à-dire les zones à — 5 %, — 4 %, — 2 % et 0 % d'abattement par rapport au S.M.I.G. national.

Une pour les allocations familiales. Le nombre des zones qui était de 10 (!) a été réduit à six au 1^{er} avril 1966, au 1^{er} avril 1967 il y en aura encore cinq.

Une pour les indemnités de résidence versées aux fonctionnaires et agents des services publics.

Ces faits ont été rappelés au cours d'un récent débat de l'Assemblée nationale par plusieurs députés qui n'appartenaient pas tous à l'opposition. Chacun a montré l'iniquité des abattements, l'absurdité du découpage des zones qui aboutit dans certains cas à ce que des familles qui habitent de part et d'autre de la même rue ne touchent pas les mêmes allocations.

Le ministre des Affaires sociales, M. Jeanneney a répondu d'un front serein qu'il « paraît justifié de maintenir certaines différences de zones, mais pas selon la carte existante ». Peut-être l'actuel ministre des Affaires sociales ne se sent-il pas solidaire des promesses faites par M. Pompidou et M. Grandval. Il estime qu'une « hausse autoritaire du salaire minimum peut conduire à la fermeture d'entreprises dont les salariés ne peuvent trouver d'emploi ailleurs et peut, par conséquent être un facteur de chômage », et conclut : « Cela montre que les travailleurs de nos provinces ont intérêt à ce que les industries dans lesquelles ils travaillent soient prospères ; cela montre la solidarité d'intérêt entre les salariés et les entreprises qui les emploient. » M. Jeanneney manie assez bien le chantage au chômage et il a une heureuse conception de la solidarité des classes. Nous pensons, pour notre part, que le gouvernement a quelque responsabilité dans le fait que dans plusieurs régions les salariés n'ont pas d'autres choix qu'entre accepter des salaires de misère ou s'inscrire au chômage et se préparer à l'exode vers Paris.

Mais si le gouvernement se refuse à faire la moindre peine aux petites dynasties patronales de nos provinces n'aurait-il pas pu donner l'ensemble en supprimant les zones d'abattement pour les allocations familiales et les indemnités de résidence des employés des entreprises nationales ?

Impossible répond M. Jeanneney car « cela eût coûté et l'on ne peut affecter aux allocations qu'une certaine enveloppe... ce qui impliquait que l'on relève moins les allocations en zone 0. » C'est, soit dit en passant, ce que compte faire, semble-t-il, le gouvernement pour la prochaine suppression de zone d'avril 1967.

Au fait que coûte à l'État, c'est-à-dire à la Sécurité sociale et aux entreprises nationales le fait de ramener une zone à — 6 % à la zone suivante — 5 % ? Environ 15 millions, c'est-à-dire la moitié de ce que coûte un Mirage IV (commandé à 50 exemplaires).

La suppression des zones ne résoudrait pas et de loin le problème des salaires, ni même l'écart des salaires réels ; cela aurait été au moins une petite satisfaction. Les salariés de province apprécieront les résultats de la politique sociale de la législature.

Guerre et révolution

(suite de la page 1)

longtemps encore, mais l'enjeu n'est pas seulement le pouvoir à Saïgon, c'est aussi la révolution dans tout le Sud-Est asiatique.

— *Les bombardements du Nord sont-ils efficaces ?*

Bien entendu, ils le sont. Giap ne le nie pas. Mais cette efficacité ne répond pas au but poursuivi, qui est de contraindre Hanoï à cesser d'apporter son aide au Sud, et à « traiter » avec Washington. Le Nord aide le Sud à résister, comme l'U.R.S.S., et même la Chine, aident le Nord à résister. Les destructions industrielles au Vietnam du Nord entraînent des pertes graves, mais suscitent aussi une mobilisation plus complète. La résistance dans le Sud, approfondie et incessante, annihile stratégiquement les effets des bombardements au nord du 17^e parallèle. Le vrai problème qui reste posé n'est pas celui de la « capitulation » du Nord, mais celui de la chute du pouvoir du régime Ky à Saïgon. Les américains ne peuvent pas le remplacer par eux-mêmes. Ils seront amenés à composer avec un nouveau régime, qui envisagera une fédération, puis l'unité.

— *Mais le conflit de plus en plus ouvert entre Pékin et Moscou, n'encourage-t-il pas Johnson à étendre l'intervention américaine ? Ce conflit ne devient-il pas la clé de la situation internationale du Vietnam, au Sud comme au Nord ?*

— C'est indiscutable : une action de soutien militaire et diplomatique changerait vite la face des choses. Mais cette entente n'existe pas. C'est là le fait nouveau par rapport à la première guerre du Vietnam. La guerre de Corée s'est terminée par un cessez-le-feu qui a ramené les deux parties du pays au statu quo, que la Chine et l'U.R.S.S. ont accepté. Aujourd'hui, ces deux puissances sont en conflit jusque sur leurs propres frontières. C'est autre chose. Mais il n'est pas sûr que leur mécontentement n'ait pas des effets négatifs. Elle peut aussi entraîner, paradoxalement en apparence, une plus grande autonomie ou liberté d'action du Vietnam. Personne ne peut paralyser les Vietnamiens. C'est pourquoi le soutien international de la cause vietnamienne prend une importance croissante, et doit se développer sous toutes les formes possibles.

— *Pourtant, on parle aujourd'hui de compromis, de pourparlers de paix, et on laisse entendre que Moscou, et même Pékin, y seraient disposés, mais ne peuvent faire les premiers pas. N'est-ce pas une solution possible ?*

— C'est en effet une solution pos-



Ils gardent l'initiative.

A.F.P.

sible, mais peu probable. Que signifie un compromis ? Entre qui et qui ? Les Vietnamiens seraient seuls à pouvoir en souhaiter ou conclure un. Dans ce cas, il ne serait probable que si les américains cessaient la lutte et évacuaient le pays, ce qui amènerait rapidement la chute du régime actuel de Saïgon. Autrement dit, un compromis vraiment favorable au peuple vietnamien dans son ensemble amènerait l'échec définitif de l'intervention armée américaine, qui est aujourd'hui une agression directe, pure et simple. Voilà pourquoi ce genre de compromis est peu probable aujourd'hui. D'autre part, ni Pékin, ni Moscou, malgré leur antagonisme, n'ont intérêt à voir les Etats-Unis s'implanter dans la péninsule indochinoise. Leur désaccord, en somme, ne dépasse pas ce qui a toujours existé dans les coalitions ou alliances. Il suffit de se rappeler ce qu'ont été les désaccords entre « alliés » pendant la seconde guerre mondiale. Ils n'ont pas empêché la défaite d'Hitler. Après tout, ce qu'on appelait le « camp » socialiste n'est aujourd'hui qu'une coalition assez lâche, mais peut-être suffisante pour

empêcher les Etats-Unis de profiter de la situation.

— *De Gaulle et le gouvernement français jouent-ils dans tout cela un rôle effectif ?*

— C'est un rôle secondaire sur le terrain, mais qui peut être utilisé internationalement, comme celui de Wilson en 1919, qui s'opposait à l'intervention contre la jeune République soviétique. De Gaulle a des buts égoïstes. Il souhaite que les américains quittent le Vietnam pour faciliter sa propre accession au directoire mondial des puissances nucléaires. D'autre part, il veut conserver au capitalisme français ses possessions de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie, qui sont sa base d'expériences nucléaires. Cela le conduit à désapprouver l'intervention américaine au Vietnam. A nous de profiter de cette conjoncture pour développer le soutien international à la lutte du peuple vietnamien, qui lui est aussi précieux que les armes soviétiques ou les vêtements chinois et les médicaments européens.

— *Peut-on craindre, dans l'immédiat, et à défaut d'un compromis, une*

internationalisation de la guerre ?

— A vrai dire, cette internationalisation existe déjà virtuellement, puisque les trois principales puissances mondiales sont directement intéressées au conflit. En un sens, cette guerre est une partie d'une troisième guerre mondiale. Mais cette guerre a une signification sociale, de classe, que n'avait pas la seconde. Elle revêt donc des formes très particulières. Les luttes en Amérique latine, à Cuba, en Afrique, en Asie du Sud-Est, font partie de cette guerre. Et c'est au fond cela qui la rend nouvelle et redoutable aux grands impérialistes. c'est aussi pour cela que les possibilités de conflit nucléaire entre les grandes puissances diminuent. Elles ne savent plus quel serait leur objectif stratégique. Par contre, les peuples le savent de mieux en mieux : ils veulent l'indépendance sociale, la fin des dominations impérialistes, la marche au socialisme. C'est tout cela que matérialise la guerre héroïque du peuple vietnamien, qui est notre propre cause.

(*) En souscription à Etudes et Documentation Internationales, 29, rue Descartes, Paris-5^e. (Un vol. de 325 pages, 14 F).

Bonnes feuilles

La seconde guerre du Vietnam

Pierre Naville

La plus grande erreur serait de considérer la nouvelle guerre du Vietnam comme un accident isolé, un conflit local, ou une intervention épisodique des forces américaines, qui pourrait prendre fin aussi simplement qu'il a commencé. En lisant les chroniques de la première guerre du Vietnam et de la guerre de Corée, le lecteur verra tout de suite comment la guerre actuelle se relie aux précédentes, quelle est la permanence des questions qu'elle soulève — même dans le domaine purement militaire — et comment une série d'autres situations, telles que le statut de Taïwan, l'évolution de l'Indonésie et des États de la péninsule indochinoise, font partie de cette vaste guerre d'Asie ouverte il y a plus de trente ans, et qu'on peut considérer comme le centre d'un typhon qui serait, dans sa logique propre et beaucoup plus que les conflits Est-Ouest en Europe, la première phase d'une vraie troisième guerre mondiale.

...Il faut donc envisager les théâtres de guerre asiens de deux points de vue : celui de la guerre qui se mène au Vietnam, et celui des opérations extérieures destinées à soutenir l'un ou l'autre des adversaires. Ces deux points de vue sont impliqués l'un par l'autre. L'enchevêtrement des causes et des effets, des objectifs et des moyens, est tel que toute action sur les théâtres d'opération a ses répercussions dans toute l'Asie et en Amérique comme en Europe. En ce sens, considérer la seconde guerre du Vietnam comme un foyer de guerre isolé dans un univers de paix, ou tout au moins de « coexistence pacifique », serait erroné. Ce qu'on appelle « l'escalade » américaine au Vietnam, c'est-à-dire la mise en œuvre de moyens de guerre de plus en plus étendus, et la défense de plus en plus enracinée des forces armées vietnamiennes révolutionnaires (au nord comme au sud), doivent être plutôt comprises comme la saturation localement croissante d'un conflit dont les implications s'étendent bien au-delà.

...La stratégie américaine découle de la position des États-Unis dans le monde, au cœur des océans. Les îles, les isthmes et les péninsules, les bases et les lignes de communications la préoccupent plus que les étendues terrestres et les continents. Depuis que le ciel s'est superposé aux mers et aux terres comme théâtre de guerre, et que l'ubiquité

et la mobilité sont devenus des principes qui multiplient la puissance des interventions, les chefs militaires américains ont conçu pratiquement une vaste politique de police de la planète dont Mahan lui-même prévoyait à peine l'envergure. Le ressort de cette politique est d'entraver l'expansion du « communisme », c'est-à-dire à leurs yeux les empiètements territoriaux de l'U.R.S.S. et de la Chine, et l'établissement de pouvoirs révolutionnaires du même genre dans d'autres régions. C'est évidemment la puissance industrielle du capitalisme américain qui donne à cette politique un fondement solide, du moins jusqu'à nouvel ordre. Dans cette perspective, la seconde guerre du Vietnam apparaît comme un élément dans un ensemble d'actions qui s'étendent aujourd'hui des mers de Chine à la mer des Caraïbes, en passant par le centre de l'Europe. C'est ce qui explique la conviction où sont les États-Unis que c'est un compromis, même temporaire, entre eux, l'U.R.S.S. et la Chine qui seul pourrait éventuellement conquies à la cessation des combats au Vietnam.

L'extension des implications de la guerre est cependant tributaire avant tout de l'évolution des combats au Vietnam, et ceux-ci sont depuis leur début conduits par les Vietnamiens eux-mêmes. Les Français sont payés pour savoir de quelle détermination, de quel génie tactique et stratégique, de quelle endurance, de quels sacrifices sont capables les troupes vietnamiennes, quel que soit leur type : guerillas, milices, réseaux de commandos, unités régulières. Leurs chefs ont acquis toute leur stature au cours de plus de vingt ans de batailles. Leur volonté est intacte, et l'effondrement successif des régimes de Saïgon depuis dix ans les ont aujourd'hui comme en 1946. L'échec encouragé à tenter une entreprise qui finirait par libérer la totalité de la péninsule. C'est ainsi que le caractère continental de la guerre d'Asie trouve pour le moment une délimitation particulière dans la guerre qui se livre du delta du Mekong à celui du Fleuve Rouge. L'enjeu est considérable sur place ; il l'est plus encore au-delà.

Entre 1956 et 1966 il s'est toutefois produit quelque chose d'essentiel dans les relations entre adversaires des États-Unis, c'est-à-dire l'hostilité croissante et la quasi-rupture entre Pékin et Moscou. Ce conflit, à l'intérieur du conflit plus général, aurait suffi à lui seul à en-

traîner la fin de l'offensive et de la résistance vietnamienne si la détermination du Vietcong et de Hanoï n'était pas justement fondée sur cette indépendance et cette autonomie qui en font toute la force. Aujourd'hui, si l'U.R.S.S. est amenée à renforcer l'appui militaire défensif qu'elle fournit à la République Démocratique et si la Chine, tout en accusant Moscou de collusion avec Washington, soutient à sa façon les positions vietnamiennes, c'est que l'une et l'autre s'y trouvent contraintes par l'acharnement vietnamien à la lutte.

Après deux ans d'une guerre où tout l'arsenal le plus récent de l'aviation, de l'artillerie, des fusées, de la bactériologie, de la chimie est mis en œuvre pour la première fois à pareille échelle, les choses en sont arrivées au point — comme lors de la guerre de Corée et de la première guerre du Vietnam — où l'internationalisation du conflit devient la seule alternative à la cessation des combats. C'est pourquoi tant d'États membres de l'O.N.U. sont à la recherche d'une voie qui permette d'abord d'évoquer la possibilité d'un armistice, ou d'un arrêt *de facto* des hostilités, préface à un compromis politique. Mais ces tentatives se heurtent à une situation qui ne comporte pas, pour le moment, de compromis politique : l'enjeu, en effet, est le gouvernement de Saïgon, le pouvoir politique au Vietnam du sud.

Il ne faut pas perdre de vue ce qui constitue l'essentiel d'un conflit violent ou armé : dès que la guerre prend forme, elle obéit à des lois inexorables et c'est le but, l'objectif, qui oriente toutes les actions. Il ne s'agit pas ici de la finalité générale de la guerre, pour les belligérants, de son contenu ou de son sens politique et social en général, mais de l'enjeu qui commande la stratégie, et qu'on ne peut atteindre que par un seul moyen, la paralysie et la destruction de la force adverse. Pour le Vietcong comme pour le gouvernement de Hanoï, le but, c'est le renversement du gouvernement de Saïgon ; pour les États-Unis, c'est le maintien en place de ce gouvernement et de tout ce qu'il représente. La signification générale de l'affrontement peut être plus ou moins travestie, pour les besoins de la cause, ou parce qu'elle n'est pas toujours claire et qu'elle varie dans ses détails et ses métamorphoses au cours du temps. Pour les révolutionnaires vietnamiens, il s'agit de refaire l'unité nationale, de rendre possible une organisation socialiste du pays réunifié, et d'expulser les envahisseurs étrangers ; c'est une guerre civile grossie d'une guerre extérieure, comme en Corée. Pour le gouvernement des États-Unis, il s'agit de défendre un État indépendant attaqué par un autre, ce qui signifie dans ce cas un régime social opposé à un autre.

Ces données affichées peuvent masquer d'autres toutes différentes, et en-

susciter de nouvelles. L'opinion américaine peut croire qu'elle soutient avant tout une croisade contre le communisme menaçant. Les citoyens vietnamiens peuvent estimer qu'ils exigent tout simplement le respect des accords de Genève qui prévoyaient la réunification du pays par des élections. Mais une fois les opérations militaires déclenchées, conduites et orientées d'une certaine façon, la stratégie reprend ses droits et l'enjeu se précise : la victoire du Vietcong ne peut être acquise qu'avec la chute du gouvernement militaire de Saïgon et son remplacement par un pouvoir ami ; la défaite américaine ne peut découler que de la chute de ce gouvernement au nom duquel elle intervient en force. D'où l'alternance et la combinaison des phases politique et militaire de la guerre. En 1964, le Vietcong a été bien près de démanteler le pouvoir des généraux du sud, débordés et rivaux. Paysans et citoyens, sérieusement encadrés, s'apprétaient à retirer tout appui au gouvernement et à en susciter un nouveau. C'est l'intervention américaine qui modifia cette perspective. L'Armée de Libération Nationale dut faire face à un ennemi puissamment armé et outillé, qui se substitua en quelques mois aux généraux sud-vietnamiens défaillants. La guerre prit alors le tour d'une « escalade », c'est-à-dire de l'engagement de moyens de guerre de plus en plus destructeurs sur des théâtres d'opérations de plus en plus étendus. Les troupes américaines prirent le devant. Rejetés sur la défensive, les forces vietnamiennes populaires multiplièrent les harcèlements qui déciment l'ennemi, mais sans le détruire. Leur résistance accrue appelle à son tour un renforcement des attaques ennemies.

Une fois de plus un dilemme radical se présente en Asie : entre guerre et paix, sans doute, mais à travers celui-là, entre guerre et révolution. À défaut d'une victoire révolutionnaire au Vietnam du sud, et qui aurait pris une forme militaire, une trêve ou un armistice sur le terrain ramènerait une paix précaire, l'arme au pied, mais laisserait irrésolu le destin de la révolution. Dans la conjoncture mondiale actuelle, aucun État, socialiste ou capitaliste, ne manifeste une volonté d'intervention directe au Vietnam au côté des antagonistes aux prises sur le terrain. Ils se bornent, du côté de Hanoï, à soutenir la capacité défensive du pays par des fournitures d'armes et de cadres spécialisés, de matières premières, de produits alimentaires, etc. Par ailleurs, ils font mine de souhaiter une négociation qui excluerait préalablement les interventions étrangères sur le sol du Vietnam-sud. La paix ne serait alors rétablie qu'au prix de la révolution. Jusqu'à quand ? Jusqu'au moment où les conflits renaîtraient des mêmes causes : le chaos économique, les luttes sociales, la domination semi-féodale et l'oppression impérialiste.

A nos lecteurs

Dans les semaines qui viennent *Tribune Socialiste* va publier un certain nombre de numéros spéciaux ou de numéros faisant une très large place à des enquêtes qui portent sur des sujets importants.

Le 12 janvier, un numéro spécial de 20 pages, publiera le programme de notre Parti, pour les élections législatives.

Suivront un certain nombre de numéros, où seront traités des problèmes qui inquiètent toute la Gauche française : « Création du nouveau parti socialiste italien et perspectives du Centre-Gauche », « la vie dans les grands ensembles », « Physiologie du Centriste français », « Réalités de la régionalisation française », « Que faire » (Table Ronde de syndicalistes français). Dossier Etats-Unis, dossier Afrique du Sud, etc.

Des interviews de personnalités particulièrement marquantes viendront également illustrer notre propos. Il s'agit de justifier plei-

nement le titre même de notre journal, qui est d'abord une Tribune.

Vous trouverez donc, et dans les domaines les plus divers, des articles ou des déclarations de tous ceux qui, à des titres divers, se réclament du socialisme et combattent à nos côtés, pour un avenir plus juste.

Sur sa nouvelle lancée, T.S. entend devenir, l'instrument privilégié du dialogue, entre toutes les forces et les hommes, qui en France et ailleurs entendent se battre pour un socialisme authentique.

Nous ne nous reposerons pas. Faites de même.

Que chacun d'entre vous réalise cet objectif simple : un abonné supplémentaire, par lecteur habituel de *Tribune*.

Les premiers résultats de cette campagne sont prometteurs. Ils n'en restent pas moins insuffisants. Ensemble nous ferons mieux. Beaucoup mieux.

T.S.

Colloque socialiste à Marseille

Le troisième « colloque socialiste » consacré aux problèmes de la vie régionale, s'est tenu les 17 et 18 décembre à Marseille. L'on se souvient que notre camarade P. Mendès France avait, il y a trois semaines, participé aux travaux de préparation de cette rencontre. Il devait d'ailleurs faire parvenir une lettre aux participants de samedi et dimanche, dans laquelle il insistait sur l'effort intellectuel à fournir afin d'apporter de réelles solutions de gauche aux questions de plus en plus complexes soulevées par l'évolution sociale et économique de la France. Trois rapports servaient de base aux débats.

Michel Rocard a développé les thèmes contenus dans l'exposé général connu désormais sous le nom de « Décoloniser la Province », tandis que J. Mestre, spécialiste des échanges analysait les « développements et déséquilibres ». Enfin, puisqu'il s'agit de la région « Provence-Languedoc » il était logique que l'on se préoccupât du tourisme et des loisirs en général. C'est ce que fit Marc Boyer abordant par là un domaine

qui devrait se trouver au cœur de toute réflexion de la Gauche sur les nouveaux aspects de la civilisation industrielle. Une conception « socialiste » des loisirs est-elle possible ? Quelle serait sa formulation ? Quelles sont les réformes de structure qui peuvent y préparer ? Autant de questions vitales autour desquelles de nombreuses interventions tournaient. Retenons celle de B. Schreiner qui proposa que les Colloques Grenoblois constituent une commission ad hoc chargée d'inventorier les différents facteurs qui relèvent des loisirs dans une perspective de transformation socialiste.

Nous reviendrons la semaine prochaine plus longuement sur cette rencontre présidée par le Dr Armogathe (Club « Démocratie Nouvelle »), qui n'esquiva pas les complexités du débat. Le succès rencontré auprès de l'assistance mérite d'autant plus l'attention que le journal de Gaston Defferre réussit ce tour de force de ne pas souffler mot d'un effort dont tout porte à croire que les fruits seront nombreux... pour la Gauche.

Congrès Fédéral du Tarn

Le 7 décembre s'est tenu à Castres le 4^e congrès de la Fédération du Tarn, du P.S.U. Cette assemblée dont les discussions furent intéressantes et animées, a permis en premier lieu de mesurer les progrès accomplis depuis un an. Amélioration de l'organisation, progrès de l'influence et du recrutement : quinze nouvelles adhésions d'éléments jeunes et syndicalistes dans la région de Castres et de Lavaur.

Le P.S.U. s'implante sérieusement dans le Tarn et commence à y être connu. Sa composition est désormais la suivante :

Ouvriers et employés 41 %. Artisans 7,3 %. Agriculteurs 4,8 %. Enseignants 29 %. Professions libérales 4,4 %. Retraités 7,3 %. Sans profession 7,3 %.

Le rapport d'activité a été adopté à l'unanimité. Le Bureau fédéral réélu et élargi comprend les camarades Cany, Croste, Descamps, Huchet, Taberna et Vayssettes. Nul doute que l'activité de la Fédération se traduira au prochain congrès par la constatation de nouveaux progrès dans divers centres du département.

Mouvement du milliard

Le mouvement du Milliard pour le Viet-nam poursuit et développe sa campagne de solidarité avec le peuple vietnamien en lutte contre l'agression américaine.

Plus d'un million est recueilli quotidiennement, et la somme collectée atteint quarante-cinq millions d'anciens francs.

De nombreux groupes se constituent en province, avec souvent la participation de militants responsables du P.S.U., du Parti Communiste, du M.C.A.A., du Mouvement de la Paix, et notamment à Valence, Toulouse, Laval, Grenoble, Amiens. Des comités membres du Comité Viet-nam National impulsent la campagne, notamment à Strasbourg.

Les bombardements de Hanoï et la poursuite de la guerre doivent renforcer ce mouvement de solidarité avec le Viet-nam, et le soutien politique à sa lutte.

NAISSANCE. — Notre collaborateur Michel JOCH et Madame sont heureux de faire part de la naissance de leur fils FREDERIC. Toutes les félicitations de la rédaction de T.S.

PETITE ANNONCE. — Cinéaste recherche tous documents écrits, enregistrés, filmés sur manifestation Charronne du 8 février 1962. Ecrire au journal qui transmettra.

CELA EST POSSIBLE

La section de Châteaudun (Eure-et-Loir) a fait 14 nouveaux abonnés, en l'espace de 10 jours. Elle compte faire beaucoup mieux. Elle prouve donc que « cela est possible ».

Campagne de diffusion de TS

Commande de tracts : (1 centime l'unité) tracts

Commande de bandeaux (4 centimes l'unité) bandeaux

Commande de n° (à 0,55 F l'unité) journaux

Abonnements :

1 an : 30 francs.

6 mois : 16 francs.

3 mois : 8 francs.

Nom :

Adresse :

Nom :

Adresse :

Nom :

Adresse :

De la part de :

Nom :

Adresse :

Ci-joint règlement :

— Chèque bancaire ;

— C.C.P. (5826-65 Paris).



L'Inde millénaire prise de vitesse.

Roger Viollet

Asie

L'Inde dans l'impasse

Philippe Brachet

Dans l'Inde qui vit désormais en période pré-électorale (les élections générales auront lieu en février prochain), les « cercles vicieux du sous-développement » se renforcent jusqu'à faire de ce malheureux quasi-continent une caricature. On ne peut pas dire que la situation évolue, d'année en année, en bien ou en mal : elle se dégrade, elle pourrit.

Or, devant la faillite totale de leur entreprise, les Américains n'en parlent plus, mais ils ont longtemps présenté l'Inde comme le test de l'efficacité de leur politique d'aide aux pays sous-développés et elle est toujours avec Formose, celui qui en reçoit la part la plus importante, par habitant.

10 F de plus par an

1964 avait été, il est vrai, une bonne année pour l'économie indienne :

le revenu national par habitant (où la production agricole compte pour près de la moitié) avait progressé de 4,5 %, essentiellement à cause de bonnes conditions climatiques pour les récoltes. Mais depuis, 1965 et 1966 sont des années de dure récession et les perspectives ne sont pas bonnes : la récolte de céréales et légumineuses, qui avait été de 82 millions de tonnes en 1960-61, n'était plus que de 72 en 1965-66.

L'Inde est nettement le dernier pays d'Asie pour les résultats de sa production : la commission économique des Nations-Unies pour l'Asie chiffrait la progression du revenu national par habitant pour l'ensemble des pays qu'elle étudie de 79 à 88 dollars par an entre 1960 et 1965, or, alors qu'en Thaïlande, le revenu moyen par habitant passait

de 77 à 133 dollars, il n'augmentait, en Inde, que de 75 à 77 !

A un premier niveau d'analyse, on peut mettre en cause la politique gouvernementale qui constitue une véritable fuite devant les problèmes, faute de vouloir se donner les moyens de les résoudre. Ainsi le IV^e plan promet-il des objectifs irréalistes et démagogiques : l'indépendance alimentaire en 1975, des accroissements de productions vertigineux dans tous les domaines (des 72 millions de tonnes actuels de céréales à 120, par exemple).

La voie « libérale »

Plus grave : dans leur hantise de se comparer aux économies occidentales, les Indiens poursuivent une politique d'industrialisation qui se donne l'autarcie pour objectif, au lieu de se spécialiser dans quelques produits dont ils développeraient la vocation. Ils accroissent en fait leur dépendance car ils sont souvent obligés de tout importer (matières premières, capitaux, techniciens) pour fabriquer certains produits industriels de façon non-compétitive. L'acier en est un bon exemple, au moment où la capacité de production

d'acier dans le monde est largement excédentaire.

L'orientation de plus en plus libérale du régime, en matière économique, aggrave encore les choses : la spéculation et le trafic international de devises sont une des causes de la faiblesse de la roupie. Devant la stagnation de la production industrielle elle-même, cette année, le gouvernement a pris ces derniers mois des mesures de libéralisation des importations qui, faisant suite à la dévaluation de la roupie en juillet, menacent si gravement les industries indiennes que les industriels, en tête desquels se trouve Jamshed Tata qui commande le trust de l'acier, critiquent de plus en plus ouvertement le gouvernement. On les comprend car sa politique économique revient à organiser la récession : tous les plans de production sont révisés à la baisse.

Pas d'équipes de rechange ?

C'est justement à la suite de l'annulation du projet d'aciérie dans l'état de l'est d'Andra Pradesh que des émeutes ont éclaté il y a un mois, à l'initiative des étudiants. Elles ont été rapidement suivies par toute la population et ont fait en tout une trentaine de morts dans ce pays réputé pour la non-violence. La brutalité aveugle éclate partout et les nouvelles annonçant des morts d'étudiants à la suite de heurts avec la police sont fréquentes. L'Inde a en effet trouvé un système inédit de maintien de l'ordre : dans ce pays où les manifestants éventuels sont d'une grande faiblesse physique par suite de sous-alimentation, il suffit que les forces de l'ordre soient bien nourries pour que tout succès insurrectionnel devienne très improbable.

C'est d'ailleurs l'enseignement de ces dernières émeutes : elles se sont évanouies sans aucune conséquence. Elles recommenceront ailleurs de la même manière. Car les forces politiques et syndicales sont en pleine division, ce qui est le plus inquiétant pour l'avenir de l'Inde, c'est que le colonialisme britannique puis l'assistance américaine semblent y avoir sapé tout projet d'avenir cohérent revendiqué par un groupe politique qui aurait l'envergure suffisante pour espérer le faire assumer par l'ensemble de la population. Le pays oscille entre l'arrogance et l'apathie.

Une des leçons que doit en tirer la gauche française quant à la politique en matière d'aide aux pays sous-développés, c'est qu'elle ne devrait passer des contrats de coopération (et non d'assistance) qu'avec les pays où un pouvoir national serait suffisamment indépendant pour avoir un plan autonome de développement. Elle devrait par contre se désolidariser nettement de l'action des organismes internationaux de crédit comme le F.M.I., qui dictent aux pays assujettis une politique qui empêche tout développement autonome.

L'exemple de l'Inde montre bien que dans ces conditions, le montant de l'aide ne fait rien à l'affaire.

Théâtre

Ah ! Dieu que l'Angleterre est agitée

Nicole Chaumière

Avrai dire, les sujets de Sa Majesté britannique s'arrachent la une des journaux : petits scandales et grande révolte, font osciller le melon des gentlemen impassibles...

Et Paris, éberlué, commence à détecter que quelque chose fermente, et sérieusement, dans les brouillards du théâtre londonien. Les jeunes Turcs piétinent allègrement les plates-bandes de « l'ordre établi et bien pensant », et s'amuse, les petits drôles, à semer des orties dans le respectable gazon du philistinisme installé ! Une tempête qui gronde depuis 10 ans environ et il aura fallu attendre la saison 1966 pour que Paris secoue sa torpeur. Véritable boum que ce raz-de-marée des « hommes en colère » dont une huitaine de pièces divisent la critique parisienne. Ces démythificateurs insolents empruntent les voies les plus diverses pour troubler les bonnes consciences, mais cette explosion de violence contre l'écorce étroite d'une société sclérosée, à l'intérieur de laquelle l'individu se séquestre dans sa solitude, détermine une unité de fond à ce jeune théâtre britannique.

Au commencement était la révolte...

John Osborne donna le coup d'envoi en 1956 avec *Look back in Anger* (La Paix du Dimanche). Il avait osé parler franc et cela suffit à inquiéter le confort intellectuel en vigueur.

Il ouvre ainsi la voie aux novateurs dont John Arden (né en 1930), avec *Live like Pigs* (1) (Vous vivrez comme des Porcs (1958)), *La Danse du Sergeant Musgrave* (1959), Ann Jellicoe avec *The Sport of my Mad Mother* (1958) et *Le Knack* (2), tous révélés par l'intellectuel Royal Court Theater. Le Workshop Theater de Joan Littlewood découvre surtout Harold Pinter dont *La collection* et *L'Amant* ont été joués à Paris en 1965, *Le Retour* en 1966 (3), mis en scène par Claude Regy (spécialiste également de Osborne et Saunders), et présente au Théâtre des Nations, en 1963, *Ah ! Dieu que la guerre est jolie...* de Chilton, repris à Paris actuellement par la Compagnie Pierre Debauche (4), réquisitoire sanglant contre la guerre. Enfin, James Saunders, comparé très souvent, à tort ou à raison, à Beckett et Ionesco, et qui reçoit les honneurs de deux scènes parisiennes pour sa pièce *La pro-*

chaine fois, je vous le chanterai (5), et les deux petites pièces réunies au Lutèce (6) : *Les Voisins, Hélas ! Pauvre Fred*. Nous citerons encore John Fowles dont *L'obsédé* fit une assez brève apparition au Théâtre des Variétés.

Quelques noms, donc, parmi cette pléiade d'auteurs dramatiques, tous différents, qu'ils soient témoins objectifs du malaise social ou exorcisseurs de leurs obsessions personnelles.

En dehors de tout didactisme.

Bien que l'influence brechtienne soit indéniable quant au fond pour Osborne et Arden surtout, les jeunes pousses de la scène londonienne répugnent à tout didactisme s'ils ne brandissent pas l'étendard de la rébellion contre la société en bloc, mais extériorisent la révolte de leur sensibilité en dehors de tout contexte politique. Seul Arden, dans son théâtre réaliste inspiré de Brendan Behan pour la volubilité et la vitalité tonitruante, affiche une position politico-sociale plus nettement engagée, et parvient à montrer l'effet destructeur d'une société apparemment libérale. Osborne part de conflits personnels, à travers *Luther ou Témoignage irrecevable* (7), par exemple, pour aiguiser ses satires contre l'hypocrisie de la société bourgeoise, de Chilton, il dénonce l'effroyable non-l'Église, de la messe, etc. Quant à sens de la guerre qu'il sabote par le ridicule : il ne s'agit pas d'un meeting pour la paix mais d'une claironnante revue de music-hall... Ils ont en commun une tendance socialisante mais dont l'anarchisme se trahit bien souvent : la mécanique sociale est mise en pièces détachées, mais il manque un mode d'emploi pour la remettre d'aplomb.

Cette grande dame : l'incommunicabilité.

En fait, si Brecht est le grand maître à penser, le théâtre dit d'avant-garde de Pinter ou Saunders échappe à cette influence, en grande partie, et s'inscrit plutôt dans la lignée Ionesco, Adamov, Beckett. Théâtre de l'absurde, théâtre de dérision ? Oui, dans la mesure où l'homme se heurte à ses limites, aux forces qui le conditionnent, et dresse le constat de sa solitude. Des silences obsédants, des paroles banales qui contournent les vraies interrogations, ce théâtre



Ah ! Dieu que la guerre est jolie (De g. à dr. : Armand Babel, Jean Obe, André Chaumeau, Jean-Claude de Goros).

de menace où l'individu se sent traqué constitue, à coup sûr, le côté le plus attachant des jeunes auteurs anglais, car le moins superficiel.

L'insolite, le désordre apparent, les provocations imprègnent leurs pièces à la fois d'étrange et de réalisme, où le pessimisme surgit de cette incapacité à briser les solitudes, inhérent à chaque être, et encouragé par la société égoïste et hypocrite. Cependant, à travers ce pessimisme, et par cette étrangeté de l'absurde, les rebondissements du comique ne sont pas exclus et Saunders, en particulier, est très à l'aise dans la création de personnages comiques qui parlent très sérieusement, cependant que Pinter marie avec dextérité l'art de la litote et de l'ellipse.

L'humour de A jusqu'à Z.

Mais, il faut bien le dire, un des aspects les plus attachants du théâtre moderne anglais se situe dans la panoplie de l'humour dont il se reflète. Glacial, il préside aux déchaînements de violences sadiques et masochistes et pour Pinter « grinçant jusqu'à l'horrible » ; il exaspère plus qu'il ne déride et suffit à provoquer la tension dramatique. Il est sous-jacent à chacune des pièces. Qu'il soit troupier ou subtilement dissimulé dans une réplique banale, il explose sans cesse : en fait, les frontières importent peu, même s'il paraît surprenant, il n'est pas imperméable. Se garder surtout d'en faire un sujet tabou... De toute façon, ce grand guignol de l'absurde pimenté d'humour anglais, y gagne beaucoup. Autant à penser qu'à voir : il faut,

oui, voir ce nouveau théâtre d'Outre-Manche, moins parce qu'il est à la mode, que parce qu'il est témoin d'une époque troublée, et sur laquelle il est impossible d'énoncer une opinion neutre. Les problèmes y sont plus posés que résolus et finalement leurs dénonciateurs acquerront leurs lettres de noblesse dans la mesure où le public reconnaîtra en eux le départ d'un authentique théâtre moderne, dégagé des influences du Boulevard. Ce n'est pas encore certain pour tous.

(1) Actuellement au Théâtre de l'Est Parisien, rue Malte-Brun (20^e).

(2) A la Gaité-Montparnasse, 26 rue de la Gaité - MED. 16-18.

(3) Au Théâtre de Paris, 14, rue Blanche - TRI. 20-44.

(4) Au Théâtre Récamier, 3, rue Récamier - LIT. 63-81.

(5) Au Théâtre Antoine, 14, bd de Strasbourg - 208-77-71.

(6) Mise en scène de Laurent Terzieff, Théâtre de Lutèce, 29, rue de Jussieu - ODE. 61-67.

(7) Théâtre des Mathurins.

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom
Prénom
Adresse

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du PSU, 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e).

Livres

Guerre et faim

Bernard Sizaïre

Quotidiennement la population mondiale s'accroît de 175.000 individus. Loin de suivre cette poussée démographique la production alimentaire stagne ou diminue dans les pays sous-développés, tandis que l'aide des pays riches, dont le rythme de croissance économique ne cesse d'augmenter globalement, reste stationnaire depuis plusieurs années. Nous assistons donc à l'aggravation d'un double déséquilibre entre une majorité de pauvres, dont le nombre et le dénuement s'élèvent d'une manière inquiétante, pendant que la minorité diminue en accaparant une part toujours plus importante des ressources mondiales.

Termitière et poudrière.

Nous serons sans doute plus de 6 milliards dans 35 ans, quantitativement le rapport des forces n'aura cessé d'évoluer en faveur des pauvres, mais le potentiel économique et militaire des riches se sera renforcé. Les uns seront suralimentés, les autres de la disette à la famine se laisseront aller aux solutions désespérées. Nous serons, nous sommes déjà dit Sauvy « dans la situation d'un groupe d'hommes qui vivraient

au-dessus d'une poudrière, s'attendant un jour ou l'autre à sauter. Mais entre temps, un rongeur mine lentement la construction sur laquelle ils reposent. » Voilà le problème angoissant que pose un des meilleurs démographes actuels, dans un livre clair où l'argumentation est toujours enrichie de faits précis, illustrée d'images ou d'anecdotes frappantes (1).

Jardin ou paradis terrestre ?

Puisque, comme le rappelait récemment R. Dumont, nous vivons dans un monde fini dont les ressources ne sont pas illimitées, il devient nécessaire d'une part, d'en assurer l'exploitation rationnelle et méthodique, d'autre part, de contrôler sérieusement l'expansion démographique. Des économistes américains prétendent que si toutes les terres cultivables étaient exploitées comme en Hollande, le monde pourrait nourrir 14 milliards d'habitants. S'il est vrai que les difficultés actuelles résultent moins de la surpopulation que d'une mauvaise exploitation des ressources, il faut noter que la terre est encore loin d'être cultivée comme un jardin et qu'avant un siècle, faute

d'un ralentissement spectaculaire de l'accroissement de la population, nous aurons atteint le plafond de 14 milliards que Colin Clark fixe avec une certaine ingénuité. On peut même penser, sans pessimisme excessif, que l'explosion se produira avant. « Jamais l'égoïste n'a eu autant intérêt à être généreux » dit encore R. Dumont.

Pilule ou céréales ?

Cette tendance peut-elle être renversée ? Sans doute, à condition de s'attaquer dès maintenant à l'ensemble des problèmes économiques pour atténuer les disparités, et de combattre les méfaits du « libéralisme démographique ». Il n'est plus question de savoir si la diffusion de la pilule doit précéder la distribution du blé, en d'autres termes si la prévention des naissances doit suivre ou précéder l'amélioration des niveaux de vie. La réussite dépend d'une action simultanée et coordonnée dans les domaines de l'éducation et du développement. Même s'il est vraisemblable que la fécondité varie en raison inverse du développement économique et culturel, il faut lier celui-ci à la popularisation des méthodes contraceptives.

Se battre ou s'aider ?

Aujourd'hui 16 % des hommes possèdent 55 % des richesses mondiales. Ils ont accumulé en outre la plus grande partie du savoir et

des compétences techniques. Dans une très large mesure l'évolution du monde dépend d'eux. Sauront-ils et voudront-ils diffuser leur science et leurs richesses pour aider l'économie des pays pauvres à gagner la course qui l'oppose à la démographie ? L'aide existe, mais elle reste partielle, désordonnée, intéressée ; elle représente enfin moins de 1 % de la production des pays donateurs. C'est un prélèvement de 7 % du revenu des pays occidentaux qui serait nécessaire, d'après Sauvy, pour doubler en dix ans le niveau de vie des pays sous-développés. L'opinion publique est sans doute mal préparée à un tel effort, car le cartérisme sévit autant à Prague qu'à Paris. Sauvy propose alors de substituer à ce prélèvement, les sommes libérées par la diminution des budgets militaires. Cette seconde solution peut sembler utopique bien qu'elle corresponde aux vœux émis par le comité de l'O.N.U. sur les conséquences du désarmement. Nous devons cependant la tenir pour souhaitable, donc possible, sinon que signifieraient les conceptions neutralistes qui sont les nôtres ? « Russes et Américains, conclut Sauvy, devront s'apercevoir tôt ou tard, qu'ils ont un intérêt commun : éviter la multiplication de la misère. »

(1) Alfred Sauvy - Malthus et les deux Marx - Collection Médiations - Gonthier éd. - (5,85 F).

FÊTES 1966 : 40 DIRECTIONS

Cinéma

- *West Side Story*. R. Wise - J. Robbins.
- *Solitude du coureur de fond*. Tony Richardson.
- *Morgan*. Karel Reisz.
- *Masculin-Féminin*. J.-L. Godart.
- *Octobre*. S.-M. Eisenstein.
- *L'homme d'Aran*. Robert Flaherty.
- *Le deuxième souffle*. J.-P. Melville.
- *La grande vadrouille*. Gérard Oury.

Théâtre

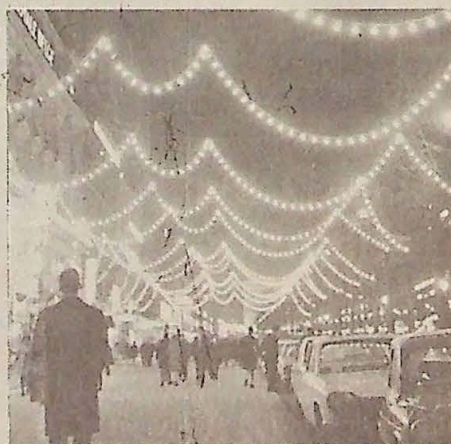
- *Théâtre britannique*. (Voir ci-contre.)
- *Pirandello* : « Se trouver ». Théâtre Antoine.
- *Ionesco* : « Le Roi se meurt ». Athénée.
- *Albee* : « Zoo story », « Le rêve de l'Amérique ». Lutèce.
- *Weiss* : « Marat-Sade ». Sarah-Bernhardt.
- *Shakespeare* : « Henry IV ». Odéon Théâtre de France.

Danse

- *Roméo et Juliette*. Berlioz et M. Bejart. Palais des Sports.

Variétés

- *Barbara et Serge Régianni*. Bobino.



Livres

- *M. Leiris* : « Brisées ». Mercure de France.
- *E. Hemingway* : « Œuvres Complètes, tome I. Bibliothèque de la Pleïade ».
- *A. Philippe* : « Le rendez-vous de la colline ». Julliard.
- *A. Sarazin* : « La Traversière ». J.-J. Pauvert.
- *J. Orioux* : « Voltaire ». Flammarion.

- *Saint-John Perse* : « Eloges - Anabase - Exil ». Collection Poésie Gallimard.
- *J. Lengyel* : « Le Pain amer », traduit du Hongrois. Denoël.
- *H. Théry, M. Garrigou-Lagrange* : « Equiper et animer la vie sociale ». Centurion. 15,60 F.
- *C. Marie* : « Grenoble : évolution du comportement politique ». Armand Colin.
- *P. Goubert* : « Louis XIV et 20 millions de Français ». Fayard. 16,95 F.
- *J.-F. Kahn et J. Derogy* : « Les secrets du ballottage ». Fayard. 18 F.
- *A. Touraine* : « La conscience ouvrière ». Le Seuil. 29 F.
- *A. Meister* : « L'Afrique peut-elle partir ? ». Le Seuil. 25 F.
- *Malcolm X* : « Le pouvoir noir ». F. Maspéro. 18,80 F.
- *J.-J. Faust* : « Le Brésil, une Amérique pour demain ». Le Seuil. 15 F.
- *K.-S. Karol* : « La Chine de Mao, l'autre communisme ». Robert Laffont. 24 F.

Disques

- *Wagner*. La Walkyrie. Dominée par Nelson, Crespin et Hans Hotter. (DECCA, 5 disques. SET 312 à 316).

- *Verdi*. Nabucco. (DECCA, 3 disques. SET 298 à 300.)
- *Beethoven*. Sonates pour piano. (219 F. jusqu'au 14 janvier) avec Wilhelm Kempf. Et les 3 premiers disques de l'intégrale de Robert Riefling. (Valois MB 810-11-12. 79 F. jusqu'au 31 janvier.)
- *Berlioz*. Harold en Italie. Oistrakh et Barchaï. (CDM. LDX 8369.)
- *Bach*. Les 18 chorals de Leipzig. Admirable début d'une nouvelle intégrale par Michel Chapuis. (Valois MB 753-754.)
- *Marin Marais*. La sonnerie de Sainte-Geneviève pourrait devenir aussi célèbre que telle page d'Albinoni ou de Vivaldi. (BAM. C 102.)
- *Debussy-Fauré*. Sonates pour violoncelle et piano. (Iramas 6513.)
- *Moussorgsky*. Mélodies par Bernard Krusén. Interprétation intense et raffinée. (Valois. MB 751.)
- *Musique portugaise*. Réussite et curiosité. (Philips. 4 disques séparés. LV 835769-79-71-72.)
- *Bartok*. Sonate pour 2 pianos et percussion. Les frères Kontarsky et deux excellents percussionnistes. (Harmonia Mundi. WER 60-00.)
- *Diabelli*. Messé de Noël. (Charlin. AMS-81.)
- *Revolver*. Pour rire et pour danser, les Beatles rapportent à Liverpool l'air de Calcutta. (Odéon. LSO. 105.)

Mexique

Dans la main des U.S.A.

C. A. Girault

A la fin du mois de novembre, Johnson faisait un rapide voyage au Mexique où il rencontrait le Président Diaz Ordaz. Ce voyage revêtait un certain intérêt, notamment dans le contexte actuel de la guerre du Vietnam.

Le gigantisme yankee

Essayons de préciser la position du Mexique vis-à-vis du géant américain. N'importe quelle carte d'Atlas explique clairement la situation. Avec plus de 2.000 kilomètres de frontière commune avec son voisin du Nord, le Mexique se trouve sous la menace d'une intervention. Après tout, Cuba a encore la chance d'être séparé de la Floride par un bras de mer de 150 kilomètres. Cette menace impérialiste s'est concrétisée plusieurs fois dans l'histoire. Au milieu du XIX^e siècle une cruelle guerre mexicano-américaine s'achevait par l'annexion d'immenses territoires qui forment les Etats du Sud d'ancienne culture mexicaine (Texas, Nouveau-Mexique, Californie...). Pendant la Révolution, au début du XX^e siècle, les Etats-Unis ont plusieurs fois, mais sans succès, essayé de faire peser la balance du côté des forces réactionnaires.

Certes, aujourd'hui, la situation a beaucoup changé : devant la nation mexicaine, les Etats-Unis n'osent plus montrer d'hostilité ouverte et affectent de traiter d'égal à égal. Mais dans la réalité des faits, comment peut-il en être ainsi alors que les préjugés raciaux contre les Mexicains sont si vivaces — dans le Sud les citoyens mexicains sont considérés comme *colored*, la ségrégation joue pour eux comme pour les Noirs ou les Porto-Ricains — quand on entretient à l'égard des « formes socialisantes » de la Révolution mexicaine aux contours si peu nets aujourd'hui, des préjugés idéologiques tenaces ?

L'état semi-colonial de l'économie mexicaine tend à renforcer le rôle de tutelle du voisin du Nord. Il n'est pas de mois ni même de semaine où l'on ne signale l'implantation de filiales de firmes nord-américaines. L'arsenal des dispositions légales dont peut user le gouvernement de Mexico pour prévenir cette tendance est assez riche (1) mais il n'est utilisé qu'en partie et l'on cherche en premier lieu à satisfaire le chauvinisme national, susceptible quant à la forme, peu regardant quant au fond. D'où des mesures de « mexicanisation » qui ne consistent souvent qu'à troquer le nom anglais de la firme contre un nom espagnol ou à ajouter *Méxicana* ou de *México*

Touristes exploitants

Les vagues d'invasion touristique qui déferlent régulièrement sur le

pays symbolisent cet état de fait et le flot de dollars qui entre ainsi constitue un facteur important de l'équilibre de la balance des paiements. Aujourd'hui, grâce à l'amélioration du réseau de voies de communication et des services en général, le Mexique tente de retenir une partie de ces visiteurs sur son sol : les rentiers et les capitalistes chassés de la Havane, redoutant la colère de Santo Domingo ou de San Juan s'installent chaque année plus nombreux dans la capitale. Dans les grands centres touristiques comme Acapulco ou Cuernavaca et même dans les villes et les villages des provinces éloignées, attirés par la propagande du ministère du Tourisme fondée sur le charme exotique du « paradis mexicain » et sur de réalistes exemptions d'impôts. Pour peu qu'ils ne sachent pas lire sur le faciès imperturbable de l'Indien le mépris qui y est inscrit, ces *gringos* nord-américains se plaisent beaucoup dans le pays.

Ce mouvement touristique a pour compensation une migration de main-d'œuvre vers les Etats-Unis : telle est la véritable nature de la cruelle dialectique entre la nation opulente et la nation prolétaire. Bon an mal an, au moins un million de *braceros* — les chiffres manquent de précision car il y a beaucoup d'entrées irrégulières — traversent la frontière pour aller travailler à des tâches primaires dans les Etats de Californie et du Texas principalement. Obtenir par des pots de vin versés aux fonctionnaires mexicains et parfois aux douaniers américains le permis de travail aux U.S.A. constitue la plus grande ambition des éléments jeunes de la population ouvrière non qualifiée (2). On mesure là le chemin que le Mexique doit encore parcourir pour asseoir son indépendance économique sur des bases saines.

Recul et paupérisation

On comprend dans ces conditions les difficultés de la position de Mexico en face de Washington et elles ne sont pas sans similitudes avec celles d'Ottawa. Mais si, dans le passé, le Mexique a souvent su marquer son indépendance vis-à-vis de son voisin du Nord, et se placer à la tête de la « Résistance » latino-américaine, par exemple au moment de la nationalisation des pétroles en 1938 sous la présidence de L. Cárdenas, il faut bien observer que depuis la deuxième guerre mondiale il a tendance à suivre plus qu'à devancer le mouvement. Le président Miguel Alemán inaugura une ère d'« américanisation du pays » économie et société, qui se révéla désastreuse à tous les points de vue dans le cadre de sous-développement que connaissait le pays.



Si loin de Dieu mais si près des U.S.A.

Roger Viollet

Qu'on se rapporte à l'admirable livre du sociologue O. Lewis. *Les enfants Sanchez* (3) et l'on verra qu'en définitive la souffrance du peuple arraché à ses traditions et en voie d'acculturation rapide a augmenté dans des proportions presque intolérables.

Cette tendance s'est accentuée du fait de la position presque réactionnaire que le gouvernement a prise en face de la Révolution Cubaine, sous le couvert du neutralisme. Au lieu de reconnaître dans le mouvement castriste une sorte de parachèvement des tendances socialistes inscrites dans la Constitution de 1917 grâce à l'action révolutionnaire d'un Zapata ou d'un Pancho Villa (4), on a répandu sur lui la calomnie et on a jeté la réprobation sur le socialisme mexicain. Avec l'arrivée au pouvoir du président Diaz Ordaz, c'est encore un « coup de barre » sensiblement plus à droite. N'est-il pas significatif que le chef de la diplomatie mexicaine ne soit autre que l'ancien ambassadeur à Washington, Carrillo Flores, bien introduit dans les milieux affairistes des deux pays ? Dans le même temps que le capital américain est reçu avec plus d'empressement que jamais — les fonds de l'Alliance pour le Progrès constituent une manne dont une partie seulement parvient à ceux qui devraient en être les véritables bénéficiaires —, la répression s'abat dans les campagnes contre les paysans dont la colère éclate en jacqueries brutales ; dans les villes contre les personnalités de gauche, en particulier les universitaires. Au mois de mai dernier, le parti trotskyste mexicain a été dissous et ses chefs emprisonnés. Les libertés publiques parais-

sent menacées : les dernières manifestations pour la paix au Vietnam devant l'ambassade des Etats-Unis ont été marquées par l'intervention brutale de la police, secondée par les gardes militaires de l'ambassade. Cela a choqué l'idéalisme de beaucoup de citoyens indépendants. Les partisans d'une démocratie interne dans le P.R.I. (parti dominant, au pouvoir depuis plus de 30 ans), groupés autour de Madrazo, ont été éliminés par l'appareil bureaucraté et corrompu.

Si le Mexique n'abandonne pas tout à fait sa position originale qui ressort d'une tradition d'indépendance, en s'abstenant par exemple de se rendre à la conférence des Etats-Majors américains qui vient de se tenir à Buenos Aires, dans la réalité, la marge d'autonomie devient de plus en plus étroite. De l'avis de nombreux observateurs, la position actuelle du Mexique se trouve en retrait par rapport à celle des pays dont le poids démographique et l'importance, à tous égards, sont bien moindre, comme le Venezuela « démocrate » de Leoni ou le Chili « démocratique » de Frei.

(1) La politique de « mexicanisation » de l'industrie fondée d'une part sur l'extension du secteur nationalisé, d'autre part sur la formation d'un « secteur privé national » a été définie pendant le sexennat de Lopez Mateos (1958-1964).

(2) Cette attraction de la frontière, invincible dans les Etats du Nord se fait sentir jusque dans le centre du pays (région de Mexico) et même au-delà. Elle a pour conséquence un grave déséquilibre régional.

(3) Traduction Zins. Gallimard (Du monde entier).

(4) C'est sur le territoire mexicain que F. Castro et les chefs guerrilleros cubains ont préparé leur tentative contre la dictature de Batista.